



04

MARCHÉ DU TRAVAIL



À l'instar de l'activité, l'atterrissage du marché du travail au Luxembourg est moins doux qu'en Europe. Alors qu'il avait encore relativement bien résisté l'an dernier, l'emploi a considérablement ralenti depuis le début de l'année jusqu'à afficher une quasi-stagnation au 3^e trimestre. Les services aux entreprises – à l'accoutumée parmi les principaux moteurs de croissance – et la construction contribuent principalement à ce freinage.

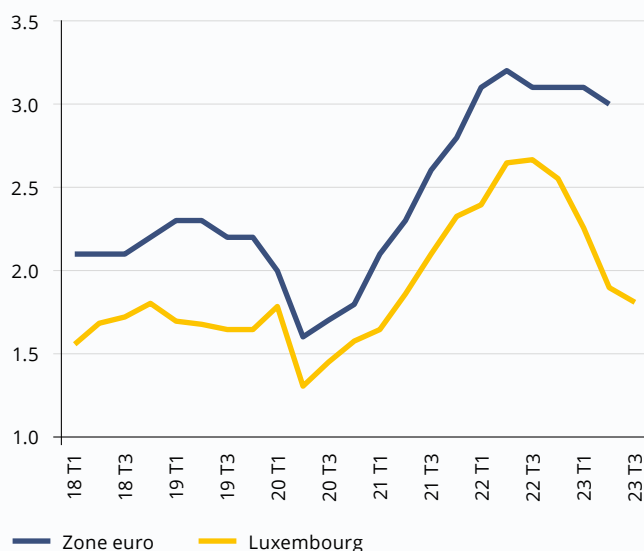
Simultanément, la remontée du chômage s'est accélérée au Luxembourg. Si ces évolutions ont contribué à apaiser quelque peu la pénurie de main-d'œuvre – historiquement élevée en 2022 – des problèmes de recrutement persistent.

Malgré une légère remontée de l'activité en 2024, l'emploi devrait encore ralentir (+1.3% en 2024, après +2.1% prévus pour 2023) et le chômage continuer à s'accroître vers 5.9% de la population active (renouant avec sa moyenne des 15 dernières années). Pour la zone euro dans son ensemble, en revanche, le taux de chômage resterait relativement stable sur l'horizon de prévision.

Graphique 4.1

Le taux d'emplois vacants reste très élevé en zone euro, mais se replie au Luxembourg

En % des postes occupés et vacants

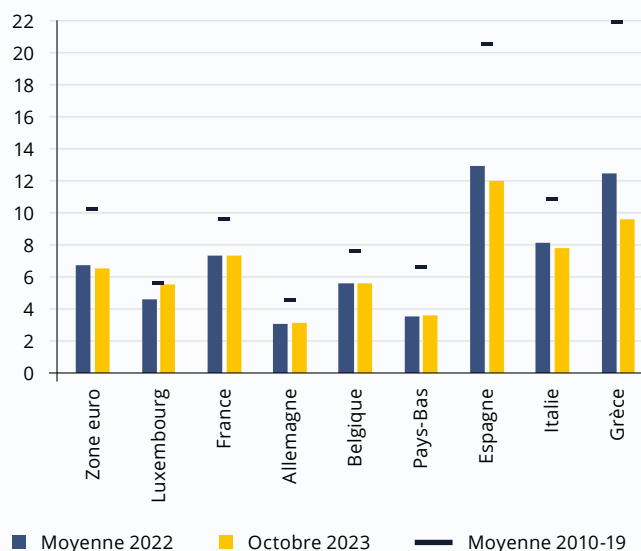


Sources: Eurostat, ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 4.2

Le chômage a baissé en zone euro, mais a augmenté au Luxembourg

En % de la population active



Sources: Eurostat, Macrobond

- 1 Cf. Étude 4.2 "Persistent labour market tightness during a slowdown: a reappraisal of drivers", European Economic Forecast, Autumn 2023.
- 2 Un tiers des réfugiés ukrainiens en âge de travailler serait en emploi dans l'UE (selon la Commission européenne). Ce taux est similaire au Luxembourg.

Le marché du travail reste tendu en zone euro

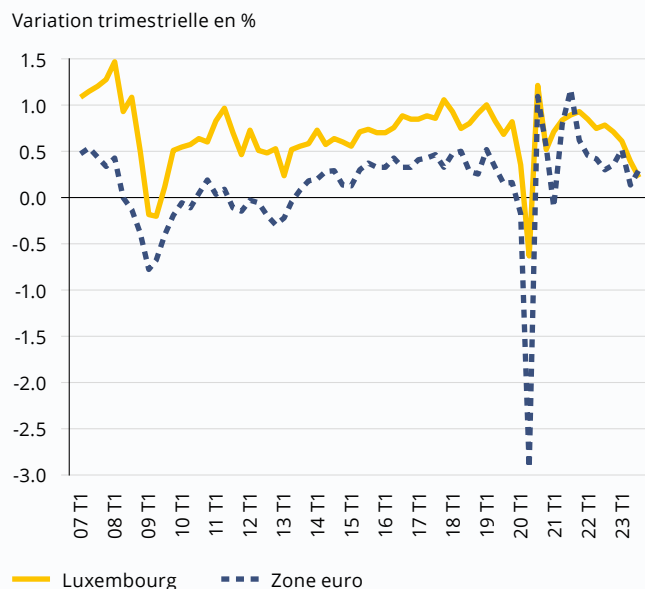
Le ralentissement économique a fini par freiner l'emploi en zone euro sans pour autant provoquer une hausse du chômage. Les créations d'emploi avaient encore bien résisté au 1^{er} trimestre de l'année (+0.5% sur un trimestre) avant de ralentir (+0.1% en T2, +0.2% en T3), mais plus modérément qu'au Luxembourg (cf. graphique 4.3). Selon la Commission européenne¹, la bonne résistance de l'emploi en Europe s'expliquerait notamment par une main-d'œuvre relativement bon marché (baisse des salaires réels suite à une hausse des salaires nominaux inférieure à celle des prix de valeur ajoutée).

Le freinage de l'emploi en zone euro par rapport au début de 2023 s'explique en premier lieu par la branche commerce, transports et Horeca, après une très bonne performance de celle-ci au 1^{er} trimestre (surtout dans les pays du sud). De moindres créations d'emplois s'observent par ailleurs dans l'industrie et les services aux entreprises. L'emploi dans la construction avait stagné en T2, mais progresse à nouveau de 0.4% en T3. Dans la plupart des États membres, dont le Luxembourg, l'emploi tend à ralentir et affiche des progressions inférieures à 0.3% en T3. Le léger renforcement enregistré pour la moyenne européenne est surtout imputable au bon résultat de l'Espagne (+1.3%, après un sur-place au T2 et +1.5% au T1).

Malgré le refroidissement conjoncturel, le problème de la pénurie de main-d'œuvre en Europe reste d'actualité, comme en témoigne notamment le taux d'emplois vacants qui ne s'est guère replié depuis son plus haut du début de 2022. Le Luxembourg compte à cet égard parmi les pays ayant connu la plus grande régression (cf. graphique 4.1). Suite au vieillissement de la population et face à un afflux limité de migrants (en dépit de l'intégration progressive des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail²), la croissance de la population active s'avère insuffisante pour satisfaire la demande de main-d'œuvre.

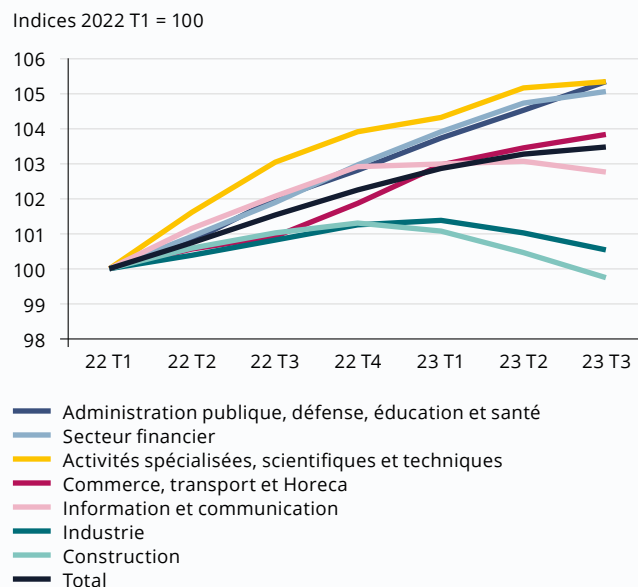
Le chômage en zone euro a ainsi continué à refluer sur le début de 2023, puis s'est stabilisé à environ 6.5% de la population active depuis le printemps (à un plus bas historique), suite à des hausses observées pour la plupart des États membres. L'inertie de l'Allemagne et de la France et les baisses continues dans les pays du sud (Espagne, Italie et Grèce, au moins jusqu'au mois d'août) ont permis d'éviter une remontée de la moyenne européenne (dernier mois observé: octobre).

Graphique 4.3

Net freinage de l'emploi au Luxembourg

Sources: Eurostat, STATEC (comptes nationaux, données désaisonnalisées)

Graphique 4.4

La perte de dynamisme de l'emploi s'observe dans la plupart des branches

Source: STATEC (comptes nationaux, données désaisonnalisées)

Un ralentissement de l'emploi particulièrement marqué au Luxembourg

Le freinage de l'emploi au Luxembourg, entamé en 2022, s'est largement confirmé cette année. L'ampleur du freinage – le passage d'une progression de 0.7% sur un trimestre fin 2022 vers une quasi-stagnation au 3^e trimestre 2023 (+0.2%) – est remarquable à deux égards. Sur le passé récent, ce coup d'arrêt est juste dépassé en termes de force de freinage par la Grande Récession et la crise Covid. Par ailleurs, le ralentissement est beaucoup plus net qu'en zone euro, de sorte que la progression de l'emploi au Luxembourg rejoint celle de la zone, alors que sur la dernière décennie, le différentiel en faveur du Luxembourg était de l'ordre de 0.5 point de % par trimestre. En revanche, cette situation est cohérente avec la dégradation plus prononcée et plus précoce de l'activité au Luxembourg qu'en zone euro (cf. chapitre 2).

La construction et les services aux entreprises plombent l'emploi

À l'issue des 3 premiers trimestres de l'année, la création d'emplois a quasiment été divisée par 3 par rapport à 2022. Si des inflexions de tendance s'observent pour presque toutes les branches (cf. graphique 4.4), deux branches en particulier expliquent ce freinage: les activités spécialisées, scientifiques et techniques et la construction.

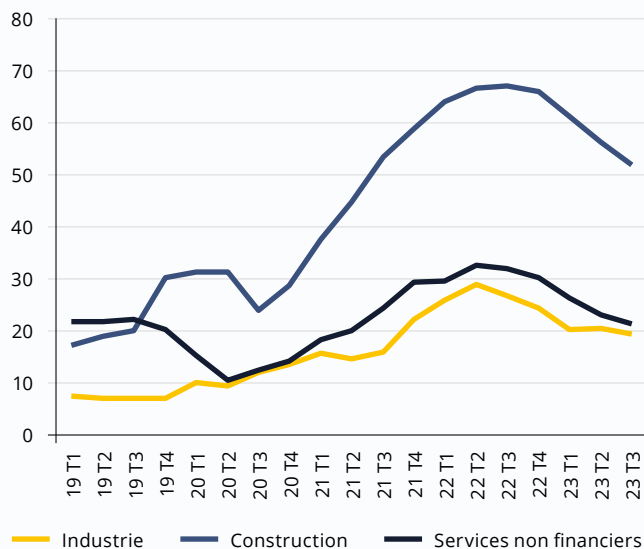
La première branche a créé le plus d'emplois entre 2015 et 2022 (+17 000, soit près de +50%), mais ce moteur est à l'arrêt au 3^e trimestre (+0.2% sur un trimestre). Les activités de sièges sociaux et les activités juridiques et comptables sont responsables de ce coup d'arrêt, alors que leurs effectifs avaient encore progressé de respectivement 11% et 6% l'an dernier.

Depuis la fin de 2022, la crise dans la construction, provoquée par la hausse des taux d'intérêt (cf. chapitre 2), a fait fléchir l'emploi dans la construction (-1.6% entre T4 2022 et T3 2023, soit 800 emplois en moins, données désaisonnalisées). De plus, les heures travaillées par personne sont en baisse et il n'y a pas de remontée des intentions d'embauche. Les pertes d'emploi liées à des faillites dans la construction s'élèvent à environ 700 (+40% sur un an) sur les 3 premiers trimestres de l'année.

Graphique 4.5

La moitié des entreprises dans la construction peine encore à recruter

Part des entreprises signalant des difficultés de recrutement, en %

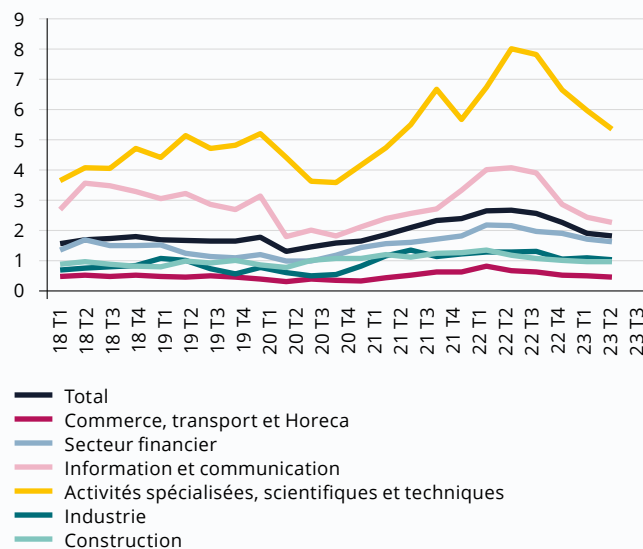


Source: STATEC (enquêtes de conjoncture)

Graphique 4.6

Le taux d'emplois vacants reflue dans la majorité des branches

En % des postes occupés et vacants



Sources: ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

3 Cf. Nouvelle loi pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée - Dernières actualités - ADEM - FACILITONS L'EMPLOI - Luxembourg (public.lu).

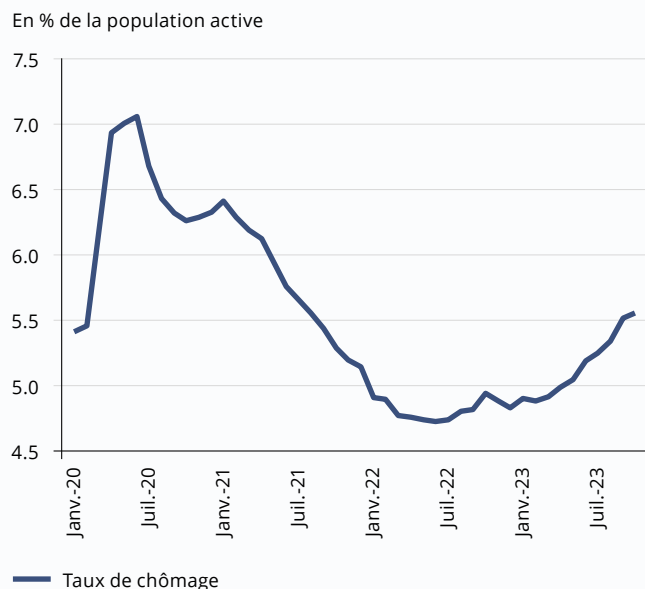
Deux autres branches participent aussi significativement au freinage: l'industrie (avec un recul des effectifs de près de 1%, soit plus de 300 personnes entre T1 et T3 2023, et une remontée des personnes en chômage partiel) et les services d'information et de communication (-0.3%, soit -60 personnes sur un trimestre en T3 2023, après +4.4% encore en 2022).

Les difficultés de recrutement persistent

Le ralentissement de l'emploi et la remontée du chômage ont contribué à atténuer les difficultés de recrutement, qui avaient atteint un plus haut en 2022, mais pas à les faire disparaître. Elles demeurent relativement élevées, même dans des branches où l'emploi est particulièrement mal orienté. Ainsi, la moitié des entreprises de la construction déclarent encore avoir des difficultés de recrutement à l'automne 2023. La branche des activités spécialisées, scientifiques et techniques affiche toujours, avec plus de 5%, le plus haut taux de postes vacants (postes ouverts rapportés à l'ensemble des postes) de toutes les branches. Dans les deux cas, les tensions ont diminué sur les derniers trimestres, mais les valeurs restent au-dessus des niveaux d'avant-crise Covid.

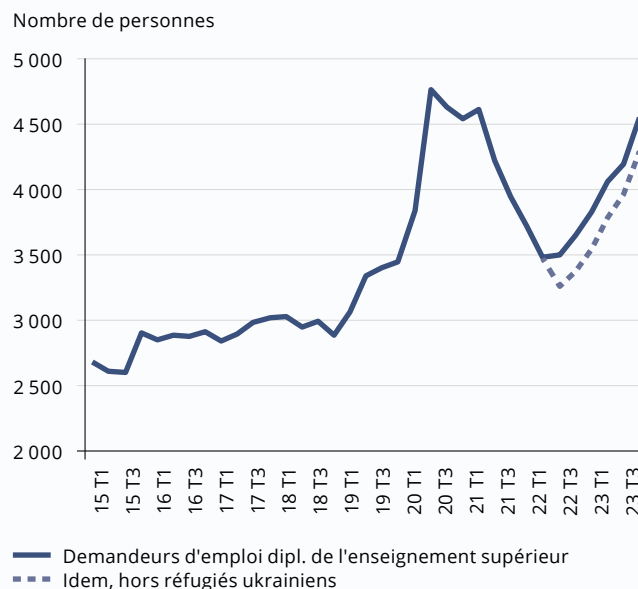
Ce paradoxe est une indication que l'affaîsissement de l'emploi n'est pas uniquement une question de baisse de demande de main-d'œuvre (suite à la baisse de l'activité), mais également d'offre de travail et que pénurie de main-d'œuvre et licenciements peuvent coexister dans une même branche (voire entreprise), traduisant une inadéquation entre profils recherchés et disponibles. Les départs en retraite passés et programmés, les démissions (notamment dans les services aux entreprises, caractérisés par un taux de roulement élevé) et la quête de profils spécialisés mettent sous pression les recruteurs, qui doivent élargir leur périmètre de recherche. À cet égard, une nouvelle loi, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2023, vise à faciliter l'accès au marché de l'emploi pour les ressortissants de pays tiers, notamment pour les métiers "très en pénurie"³. Le niveau historiquement bas du chômage en Europe et le coût du logement élevé pour les nouveaux arrivants (hausse des taux d'intérêt et tensions sur le marché locatif) ont vraisemblablement diminué l'attrait relatif du Luxembourg.

Graphique 4.7

La remontée du chômage s'accélère depuis le printemps

Sources: ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 4.8

Forte hausse du chômage des plus qualifiés

Sources: ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

Nette hausse du chômage au Luxembourg

Au Luxembourg, comme dans une demi-douzaine d'autres pays de la zone euro, le chômage avait atteint un plancher au premier semestre de 2022 (à 4,7% de la population active) et augmente depuis. Si la hausse était initialement encore timide (vers 4,9% en T1 2023), elle s'est nettement accélérée depuis le printemps avec l'affaîsissement de l'emploi, portant le taux de chômage à 5,6% en octobre (ce dernier mois montre toutefois une hausse moins prononcée que précédemment, cf. graphique 4.7, une inflexion qui reste à confirmer). Au Luxembourg, le taux de chômage est ainsi revenu à un niveau proche de sa moyenne de la dernière décennie, alors que dans la plupart des autres États membres, il reste nettement en deçà (cf. graphique 4.2).

De plus en plus de chômeurs hautement qualifiés

Le Luxembourg comptait en octobre plus de 2 000 chômeurs additionnels par rapport au début d'année (soit +14%, chiffres désaisonnalisés). Ce sont les jeunes, en tant que nouveaux entrants sur le marché de travail, qui contribuent – de manière typique dans les phases de ralentissement de l'activité – le plus fortement à la remontée du chômage (+17% de chômeurs de moins de 34 ans). Le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans vient ainsi de repasser au-dessus de 20% (comme en 2014 et pendant la crise Covid, alors qu'il était proche de 17% l'an dernier).

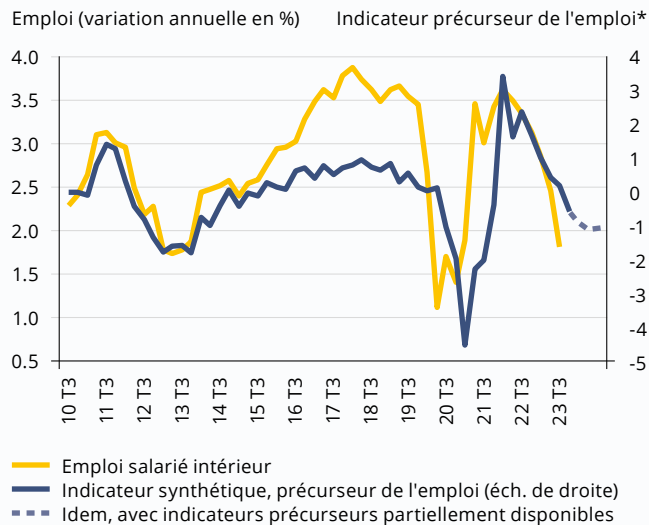
En termes de qualifications, de plus en plus de personnes diplômées de l'enseignement supérieur se retrouvent au chômage (+20% depuis le début de l'année, contre +9% pour les autres). Cette hausse pourrait s'expliquer en partie par l'accroissement général du niveau de formation (ce qui paraît positif si l'on considère que les diplômés se retrouvent moins longtemps au chômage). L'ADEM relève⁴ pourtant l'existence d'autres freins à l'emploi pour les demandeurs d'emploi très qualifiés, dont une part croissante est originaire de pays hors UE (dont les réfugiés ukrainiens), notamment au niveau des langues maîtrisées et de la reconnaissance des diplômes.

Reflétant les observations faites du côté de l'emploi (cf. ci-avant), les métiers de la construction (+80% de demandeurs par rapport au début de l'année, en désaisonnalisé) et du support à l'entreprise (+18%, notamment secrétariat et assistance, comptabilité et gestion, TIC) représentent chacun plus d'un quart de la hausse des chômeurs.

⁴ Dans une analyse à paraître en décembre 2023.

Graphique 4.9

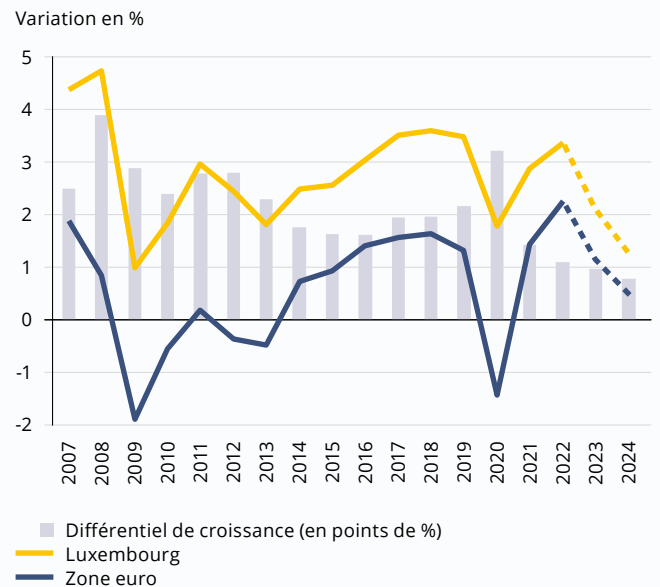
L'évolution de l'emploi devrait toucher le fond sur les prochains trimestres



* Moyenne des 5 indicateurs précurseurs: Heures supplémentaires, Travailleurs intérimaires, Perspectives d'emploi des entrepreneurs, Indicateur de tension, PIB de la zone euro.
Sources: STATEC, IGSS, Eurostat

Graphique 4.10

Le différentiel de croissance de l'emploi en faveur du Luxembourg devrait se réduire davantage



Sources: STATEC, Commission européenne (2023-2024: prévisions)

5 Tirées des enquêtes de conjoncture mensuelles auprès des entreprises.

6 Notamment dans les domaines de l'agroalimentaire, des caoutchoucs et plastiques et des produits métalliques.

Indicateurs précurseurs: vers une fin de l'hémorragie?

Si l'indicateur précurseur synthétique de l'emploi ne laisse pas espérer une reprise à très court terme (cf. graphique 4.9), il pointe néanmoins vers une fin de la décline sur les prochains trimestres. Côté positif, l'indicateur de tension (nouvelles offres d'emploi rapportées aux nouvelles inscriptions au chômage) a légèrement relevé la tête au 3^e trimestre (moindre hausse des chômeurs et plus de nouvelles offres d'emploi qu'en T2, données désaisonnalisées). Les heures supplémentaires et le nombre de travailleurs intérimaires ont cessé de se replier au 2^e trimestre (-8 et -9% sur un an, comme en T1), mais des données partielles pour le 3^e trimestre font craindre une nouvelle dégradation. Le PIB de la zone euro et les perspectives d'emploi des entrepreneurs du 3^e trimestre (moyenne des différentes branches) ne laissent quant à eux pas encore entrevoir une fin de la détérioration.

En ce qui concerne les perspectives d'emploi⁵, les tendances diffèrent nettement entre les différentes branches. Il y a d'un côté une reprise pour l'industrie depuis le point bas de juillet⁶, qui ne s'observe pas en zone euro (où le solde des opinions n'avait auparavant pas vu le même affaissement). Puis un sur-place du commerce de détail (à un niveau supérieur à fin 2022) et des voyants encore au rouge dans la construction (décline graduelle depuis le début de 2022) et les autres services non financiers (repli depuis le début de l'été, nettement plus marqué qu'en zone euro).

Prévision: l'emploi freinerait encore en 2024

Sur base annuelle, l'emploi devrait ralentir encore en 2024 malgré la remontée anticipée de l'activité (cf. chapitre 2). Ceci s'explique par le manque d'élan avec lequel l'emploi devrait entrer dans 2024 (cf. ci-dessus) – alors que 2023 bénéficiait encore d'un 1^{er} trimestre dynamique – et le retard avec lequel l'emploi suit habituellement l'activité (qui a baissé en 2023 et qui n'augmenterait que modérément en 2024). La progression de l'emploi de 1.3% anticipée pour 2024 (après +2.1% pour 2023) serait inférieure à celle observée en 2020 en pleine crise du Covid (où le chômage partiel avait permis d'éviter un résultat plus négatif) et proche de celle observée lors de la Grande Récession (1.0% en 2009).

Tableau 4.1
Marché du travail

	Scénario central					Durcissement des conditions de crédit ¹		Épuisement du surplus d'épargne ²	
	2022	1995-2022	2022	2023	2024	2023	2024	2023	2024
	Niveau (personnes)	Évolution (en % ou en points de %)				Évolution en % sauf si spécifié différemment			
Population totale ³	660 809	1.8	2.4	1.7	1.8	1.7	1.8	1.7	1.9
Solde migratoire (% de la pop. tot.)	14 206	.	2.1	1.4	1.5	1.4	1.4	1.4	1.4
Population en âge de travailler ⁴	423 502	1.9	2.3	1.4	1.6	1.4	1.5	1.4	1.6
Population active	302 094	2.1	1.5	2.1	1.8	2.1	1.8	2.1	1.9
Taux d'activité (% de la pop. en âge de travailler) ⁵	.	71.1	71.3	71.8	72.0	71.8	72.0	71.8	72.0
<i>Idem, femmes⁵</i>	.	62.0	70.1	70.1	70.1	70.1	70.1	70.1	70.1
Emploi total intérieur	501 439	3.2	3.4	2.1	1.3	2.0	0.8	2.1	1.7
dont: frontaliers entrants	227 606	5.3	4.3	2.6	1.6	2.5	1.0	2.6	2.3
emploi résident	287 627	2.0	2.5	1.7	1.0	1.6	0.7	1.7	1.3
Durée de travail moyenne	.	-0.3	-0.2	-0.4	-0.5	-0.4	-0.5	-0.4	-0.5
Nombre de chômeurs (ADEM)	14 570	4.5	-15.0	9.2	17.1	9.7	21.3	9.0	12.7
Taux de chômage (% de la pop. act.) ⁵	.	4.6	4.8	5.2	5.9	5.2	6.2	5.2	5.7

¹ Dans ce scénario défavorable, les hausses passées des taux d'intérêt directs ont un impact plus fort que prévu, entraînant un ralentissement de l'économie globale. Des tensions réapparaissent dans le système bancaire mondial, renforçant le durcissement des conditions de crédit, en particulier aux États-Unis et au Royaume-Uni. Les marchés boursiers chuteraient à court terme, exacerbant l'impact sur la demande, avant de se stabiliser progressivement. Le PIB de la zone euro serait de 0.8 point de % inférieur au scénario de base en 2024. ² Dans ce scénario favorable, les consommateurs des économies avancées suivent l'exemple des États-Unis en puisant dans les économies accumulées pendant la pandémie. Dans l'ensemble, l'économie mondiale connaît une reprise vigoureuse, avec des marchés financiers qui se renforcent, notamment en Europe. Cette reprise tirée par la consommation entretient l'inflation et a des implications sur les politiques monétaires dans les économies avancées. Le PIB de la zone euro gagnerait 1.1 point de croissance en 2024 par rapport au scénario de base. ³ Au 31 décembre. ⁴ 20-64 ans. ⁵ Évolution en niveau. Source: STATEC (2023-2024: prévisions)

Le chômage continuerait à augmenter au Luxembourg

Pour la zone euro, la Commission européenne (dans ses prévisions d'automne) s'attend également à un freinage additionnel de l'emploi en 2024 (+0.5% après 1.1% pour 2023). Si l'emploi au Luxembourg devrait, selon les prévisions du STATEC et comme à l'accoutumée, s'accroître plus rapidement qu'en zone euro, le différentiel de croissance serait amené à se réduire davantage (cf. graphique 4.10). Cette tendance vers un différentiel de moins en moins positif s'observe également du côté de l'activité (même si elle est un peu masquée par la forte volatilité du PIB au Luxembourg)⁷.

Selon les prévisions du STATEC, le chômage continuerait à remonter en moyenne annuelle à 5.9% de la population active en 2024 (après 5.2% en 2023 et 4.8% en 2022, qui constituait un plus bas depuis 2008). Cette remontée ferait renouer le taux avec sa moyenne des 15 dernières années. Elle contraste avec le repli anticipé pour la zone euro, de 6.7% en 2022 à 6.5% pour 2023 et 2024 (taux observé aussi actuellement). Cet écart de tendance s'explique par les dynamiques différentes de la population active: le vieillissement et un afflux insuffisant de migrants (pour contrecarrer la pénurie de main-d'œuvre) ne la feraient augmenter en zone euro que de 0.8% en cumul sur 2023 et 2024 (prévision de la Commission européenne), contre +4% au Luxembourg (prévision du STATEC).

Que la croissance de l'emploi anticipée pour le Luxembourg soit (largement) insuffisante à faire baisser le chômage s'explique également par les frontaliers qui devraient à nouveau pourvoir 60% des emplois créés en 2023 et 2024. L'emploi frontalier resterait plus dynamique que celui des résidents (cf. tableau 4.1), mais cet écart se réduirait, le premier réagissant plus fortement aux aléas conjoncturels que le deuxième (l'emploi public y joue un rôle important). Avec quelque 1.6% en 2024, la progression des frontaliers resterait nettement en deçà des plus de 4% par an enregistrés sur les années 2015-2022 (à part 2020).

Le narratif – freinage supplémentaire de l'emploi et hausse additionnelle du chômage à l'horizon 2024 – reste valide dans les scénarios alternatifs. Si les hausses passées des taux d'intérêt directs provoquent une dégradation plus marquée de l'activité économique, la progression de l'emploi au Luxembourg pourrait même tomber à un plus bas historique en 2024 (+0.8% anticipé dans le scénario défavorable, cf. tableau 4.1).

⁷ Le différentiel sur la croissance du PIB serait même favorable à la zone euro en 2022 et 2023.